

Histoire et identité des Antilles françaises: les prémisses d'une historiographie moderne

Anne Pérotin-Dumon

Prof. Visitante. Instituto de Historia.
Universidad Católica de Chile

Partiendo de un primer acercamiento a la historiografía moderna de Haití, Martinica y Guadalupe, se describen las corrientes intelectuales enmarcadas entre 1840 y 1970. Mientras T. Madiou y B. Ardoin empezaron a escribir la historia haitiana con una perspectiva nacionalista, el pasado de Martinica y Guadalupe se analizó desde la perspectiva metropolitana, dentro de la historia marítima y colonial francesa, aunque la coincidencia temporal con el positivismo fomentó la primera historia científica de las Antillas. Ya en el siglo XX, los cambios van de la movilización social e intelectual de los años 40 a la descolonización política e intelectual, unida esta última al auge de la historia económica y social que da al Caribe francés su eje temático, con el trabajo pionero de G. Debien. Como contrapunto, surge en Martinica y Guadalupe en los 70 una historia política y cultural, que apunta al proceso de integración con Francia.

Une colonie est, de par son statut, soumise politiquement et culturellement à un pays colonisateur. Son histoire a-t-elle un sens indépendamment de celle de sa métropole? Cette question plane sur les prémisses de l'historiographie moderne de trois îles antillaises, Haïti, la Guadeloupe et la Martinique, qui ont été colonies de la France à partir du 17^e siècle. Au 19^e siècle, dans les Antilles comme en France, on commence à écrire une histoire qu'on peut qualifier de moderne en ce sens qu'elle se fonde sur des sources originales et s'écarte de toute finalité religieuse. Le 19^e siècle voit également l'essor des nationalités et l'affirmation d'identités nationales. Après l'indépendance d'Haïti en 1804 ainsi que d'une grande partie de l'Amérique continentale (entre 1776 et 1825), on envisage l'éventualité de l'indépendance de la région antillaise. Entre le projet d'une identité nationale et la constitution d'une science historique, un lien s'introduit, à l'échelle du monde occidental comme des Antilles en particulier.

Dans la république d'Haïti, l'histoire naît au 19^e siècle comme une histoire nationale; elle prend la forme d'une défense de la nation. Mais le passé des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe appartient à l'histoire maritime et coloniale de la France qui s'écrit alors: on ne conçoit pas l'histoire des terres colonisées hors du cadre d'intelligence de la mé-

tropole. Après la Seconde guerre mondiale, la Martinique et la Guadeloupe participeront intellectuellement au combat anti-colonial des autres régions de l'empire français: la revendication d'une histoire à part entière sera l'enjeu culturel de la décolonisation.

Histoire et identité ont donc continué à être liées dans les Antilles françaises au 20^e comme au 19^e siècle.¹ Mais passée l'ère des empires outre-mer, l'expérience coloniale cesse de signifier la négation de l'histoire antillaise pour en devenir une dimension. C'est dans ces conditions qu'autour de 1970, commence à s'élaborer une nouvelle histoire non seulement de la Martinique et de la Guadeloupe mais également de Saint-Domingue, avant Haïti.

Après une brève présentation de îles et des travaux historiques les concernant, cet article retrace la formation de leur historiographie entre 1840 et 1970, selon les directions que nous venons d'évoquer. Un second article lui faisant suite considèrera l'historiographie postérieure à 1970.

Grande et Petites Antilles

La Guadeloupe a une superficie de 1,779 km² (ce qui en fait la plus étendue des Petites Antilles après Trinidad) et elle compte 337.500 habitants; le territoire de la Martinique est de 1,100 km² et sa population de 335.100 personnes. 27,749 km² et près de 6 millions d'habitants donnent à la république d'Haïti (ancienne colonie française de Saint-Domingue) le troisième rang dans les Grandes Antilles en surface et en population. Dans les trois îles, on parle le français et le créole. Toutefois, l'isolement linguistique est fortement ressenti par ces francophones au sein des Amériques.² Les trois îles partagent un passé d'îles "à sucre et à esclaves" dont la signification dans le monde occidental contraste avec l'exigüité de ces terres.

1 Ce processus est d'autant mieux compris qu'on l'a vu ultérieurement opérer au sein des sociétés: au moment où des minorités, ethniques ou religieuses, voire la moitié féminine d'une société, s'émancipent et s'affirment, leur passé acquiert un statut d'histoire.

2 En dépit du fait que plus d'un Antillais sur cinq parle le français et son créole (contre 60% l'espagnol, mais seulement 17% l'anglais), les Antilles françaises se sentent marginalisées sur le plan linguistique, culturellement éloignées des hispanophones, face à un monde anglo-saxon renforcé de la proximité des Etats-Unis. Une histoire de relations difficiles avec la République Dominicaine, son voisin, ne contribue pas à corriger cette perception à Haïti.

“Vieilles colonies” de la France (c’est à dire antérieures à l’empire colonial édifié au 19e siècle), la Martinique et la Guadeloupe sont fortement liées à sa culture et contribuent à son prestige; leurs intellectuels ont souvent occupé dans le monde francophone (et au-delà) du 20e siècle une place qui contraste avec l’effacement grandissant de ces îles sur la planète.³ Leur structure sociale est plus complexe que ne le suggère leur population restreinte, et celle de la Martinique l’est davantage que celle de la Guadeloupe. La différence entre les deux îles se marque sur d’autres plans. Elle a une origine historique: la Martinique a été dès le 17e siècle le centre politique et commercial des “Iles du Vent” (ou Petites Antilles françaises). Bien que plus petite en surface que la Guadeloupe, et souvent d’une croissance moins rapide, la Martinique a conservé une primauté culturelle.

Durant les décennies qui nous occupent, le développement des études historiques a été particulièrement remarquable dans la métropole des Antilles françaises: s’est d’abord affirmée la rigueur de l’érudition positiviste, puis a percé l’histoire économique et sociale. Le lien entre colonies et métropole a fait que l’histoire de la Guadeloupe et de la Martinique accompagne cet heureux parcours méthodologique de l’histoire de France, parallèlement à la décolonisation de ses perspectives.

La vision des Romantiques

C’est aujourd’hui une évidence de dire que la naissance d’une histoire moderne dans les pays occidentaux s’est trouvée liée à la montée des nationalités au 19e siècle, qu’elle a conforté la conscience nationale et la légitimité de ses gouvernants. Ce lien noué entre nation et histoire a eu des conséquences précises s’agissant des Antilles et de leur histoire. Si l’on pouvait concevoir que l’état d’Haïti ait une histoire, il était dou-

³ Les revues françaises accueillant régulièrement des travaux sur les Antilles françaises sont: la *Revue française d’histoire d’outre-mer*; occasionnellement, la *Revue d’histoire moderne et contemporaine*; plus récemment, le *Bulletin du centre d’étude des Espaces atlantiques, Ultramarines* et surtout *Généalogie et histoire de la Caraïbe*; *Les Etudes créoles* dans le domaine de l’histoire littéraire et culturelle. La *Revue d’histoire de l’Amérique française* reflète la participation canadienne à l’histoire antillaise. Outre leurs revues respectives, les sociétés d’histoire de la Guadeloupe et de la Martinique publient des ouvrages et réimpriment des livres anciens devenus introuvables. Dans les Iles comme en France, il existe plusieurs maisons d’édition spécialisées dans les Antilles; certaines de leurs publications sont d’un bon niveau scientifique.

teux qu'on en concède une à des territoires colonisés comme la Martinique et la Guadeloupe. L'histoire écrite par les historiens créoles de la Martinique et de la Guadeloupe se trouvait reléguée ainsi au rang de curiosité d'érudits locaux. Enfin le passé des trois îles sous régime colonial —celui-ci s'arrêtant en 1804 ou se poursuivant au-delà— était considéré comme l'histoire de la France Outre-mer.

Cette façon de considérer le passé des Antilles françaises date des historiens romantiques du milieu du 19^e siècle.⁴ En 1849, Elias Regnault, dans son *Histoire des colonies françaises*, observe que les Antilles, pour n'être pas des nations souveraines "n'ont pas d'histoire qui leur soit propre". Une preuve *a contrario* de ce raisonnement est apportée par l'histoire haïtienne qu'écrivent alors les historiens mulâtres R. Lepelletier de Saint-Rémy, Thomas Madiou, Beaubrun Ardoin.⁵ La Révolution (1789-1804) y est vue comme l'événement fondateur à partir duquel se construit une identité nationale haïtienne; elle est interprétée d'une façon qui conforte l'hégémonie des élites.

A la même époque, les historiens de la Martinique et la Guadeloupe sont des blancs créoles. La sagacité d'analyste politique de Pierre François Régis Dessalles, la probité intellectuelle du Guadeloupéen Auguste Lacour ne laissent pas d'être remarquables.⁶ Pour eux comme pour les historiens haïtiens, l'événement par rapport auquel se comprend le passé

4 Sous la Restauration, avant que la France ne reconnaisse l'indépendance de Haïti (1826) paraissent les premiers travaux français sur l'histoire des Antilles réduites à la Martinique et la Guadeloupe, Moreau de Jonnés, A.: *Histoire physique des Antilles françaises, savoir la Martinique et les îles de la Guadeloupe*, Paris, 1822; Boyer-Peyreleau, Eugène-Edouard: *Les Antilles françaises particulièrement la Guadeloupe, depuis leur découverte jusqu'au 1er novembre 1823*, Paris, 1825.

5 Lepelletier de Saint-Rémy, R.: *Saint-Domingue*, Paris, 1846; Madiou, Thomas: *Histoire d'Haïti*, Paris, 1847-1848; Ardoin, Beaubrun: *Etudes sur l'histoire d'Haïti*, Paris, 1853-1865. Sur l'historiographie haïtienne au 19^e siècle, voir Nicholls, David: *From Dessalines to Duvalier: Race, Colour, and National Independence in Haïti*, Cambridge, 1979. Cette première historiographie vient après la publication de mémoires de guerre par les protagonistes et témoins. Les anciens combattants français dans la guerre de Saint-Domingue publient également leurs souvenirs; par exemple, le général Pamphile de Lacroix: *Mémoires pour servir à l'histoire de la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, 1819.

6 Ces premiers historiens sont tous des hommes de loi. Dessalles, Adrien: *Histoire générale des Antilles*, Paris, 1847; Daney, S.: *Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'à 1815*, Fort-Royal, 1846; Dessalles, P.F.R.: *Historique des troubles survenus à la Martinique pendant la Révolution*, Henri de Frémont éd., Fort-de-France, 1962; Lacour, Auguste: *Histoire de la Guadeloupe*, 1855-60. Dans la même optique, un autre martiniquais Moreau de Saint-Méry, émigré à Philadelphie après une carrière de juriste à Saint-Domingue, avait publié sa monumentale *Description topographique (...) de la partie française de l'isle de Saint-Domingue* (1797-1798). Les historiens de Dessalles et de Moreau de Saint-Domingue s'arrêtent à la fin de l'Ancien Régime.

est la Révolution. Mais ils y voient une rupture qui tourne mal, la destruction de l'ordre colonial qui appelle reprise en main et réorganisation.

L'histoire maritime et coloniale

A la fin du 19^e siècle, l'histoire des Antilles françaises commence à être écrite de manière plus scientifique, dans le sillage de l'école positiviste française, qui instaure des règles de critique pour l'utilisation de sources originales. Entre 1880 et 1940 se constitue une histoire maritime et coloniale dont les artisans sont souvent en même temps des archivistes. Ceux-ci exhument et classent une masse d'archives coloniales dans le cadre d'un nouveau ministère des Colonies.

Les publications réalisées pour l'exposition de la France coloniale en 1931, puis pour le tricentenaire de la colonisation officielle de la Guadeloupe et de la Martinique, attestent de ce que le labeur de ces historiens a bénéficié d'encouragements officiels.⁷ La force du positivisme historique est une érudition impeccable dans la recension et la transcription de sources originales, une exigence critique dans la reconstitution des institutions nationales, des conflits militaires et rapports de force diplomatiques. C'est ce qui rend irremplaçables nombre des travaux publiés alors.⁸

Les grands noms de cette histoire coloniale —les Johannes Tramond, Alfred Martineau, Paul Roussier, Louis-Philippe May— sont spécialistes de l'expansion française en général, pas seulement des Antilles. Ceci donne à leurs travaux une grande ampleur de vue. Dans le même temps cela conforte le postulat qui les sous-tend: la légitimité du processus colonial. Là se trouvent, pour l'historien d'aujourd'hui, les limites de cette historiographie: elle est entièrement écrite à partir de la France: c'est passé au prisme de la métropole que les gens et les processus des Antilles acquièrent leur stature historique.

7 Voir Alfred Martineau et Louis-Philippe May: *Trois siècles d'histoire antillaise, Martinique et Guadeloupe de 1635 à nos jours*, Paris, 1935.

8 Mentionnons par exemple la recension par Jacques de Dampierre des sources de l'histoire des Antilles françaises, les travaux de Blanche Maurel sur la Révolution à Saint-Domingue, la publication par Paul Roussier de la correspondance du général Leclerc, chef de l'expédition française à Saint-Domingue, les travaux du colonel de Poyen sur les guerres révolutionnaires aux Antilles, et de Jules Saintoyant sur la question coloniale dans les assemblées révolutionnaires (1930-1931).

L'histoire maritime et coloniale ne s'intéresse qu'aux Antilles que tant qu'elles rapportent à la métropole; c'est pourquoi elle privilégie l'Ancien Régime et la Révolution entendue comme "aux colonies". Mais elle ne s'attarde guère sur le 19^e siècle, après la perte par la France de Saint-Domingue; la Guadeloupe et la Martinique, on l'a dit, deviennent l'affaire d'érudits créoles. En 1932, Johannes Tramond contraste les "colonies plus récentes, des sociétés vivantes" d'Afrique avec les Antilles dont "[la] grandeur a vécu", dont les productions, jadis "pivot économique du monde, ne comptent plus". L'historien français voit dans les Iles du premier empire colonial français "de véritables débris dont la vie est toute particulière, repliée sur soi-même".⁹

Mais dans ce cadre d'intelligence colonialiste, outre la qualité scientifique des recherches, il se produit une évolution significative. L'attention se porte vers chaque colonie individuellement, comme en attestent les travaux publiés dans la *Revue d'histoire des Colonies* et la *Revue d'histoire des Antilles*, en particulier à propos de Saint-Domingue dont les plantations, l'arpentage, les entrepreneurs de construction des villes, les théâtres, les sociétés de pensée etc. sont étudiés. D'autre part, sans rupture ni manifeste, ces travaux s'orientent vers l'histoire économique et sociale. Voyez l'*Histoire économique et sociale de la Guadeloupe sous l'Ancien régime* (1928) du créole Maurice Satineau, et l'*Histoire économique de la Martinique* (1930) de Louis-Philippe May.

Des races aux masses: l'indépendance haïtienne

Si l'histoire maritime et coloniale française est une des versions de l'*imperial history* qu'affectionne alors l'Europe, l'historiographie haïtienne participe d'une autre approche, apparue également à la fin du 19^e siècle. Selon celle-ci, c'est l'appartenance raciale, la politique de telle ou telle race, qui paraît conférer une signification au passé. Dans toute l'Amérique *the color line* prend alors une singulière importance chez les penseurs politiques, qu'ils soient noirs ou blancs.

En 1914, paraissent aux USA deux livres sur la Révolution haïtienne, écrits l'un et l'autre dans une perspective raciale: *The Haitian Revolution, 1791-1804*, de T.G. Steward, et *The French Revolution in San*

⁹ Dans *Bibliographie d'histoire coloniale*, 1932.

Domingo, de T. Lothrop Stoddard. La différence d'interprétation tient au rôle des noirs ou des blancs: Steward célèbre la conquête de la liberté par les esclaves, Stoddard déplore la tuerie des blancs. A Haïti paraît la monumentale *Histoire d'Haïti* d'Adolphe Cabon (1895-1919), la première à analyser la société et l'économie mises en place au 19^e siècle, et à prêter une attention prioritaire à la condition des esclaves, d'abord sous la colonisation, puis pendant la Révolution.

L'occupation nord-américaine d'Haïti provoque un réveil nationaliste et se traduit par des mouvements de guerrilla dans les campagnes. Dans l'*Histoire de Toussaint - Louverture* (1920-1933) l'évocation, par Pauléus Sannon, du leader noir à la tête de ses armées d'anciens esclaves vient à point remémorer la guerre victorieuse de libération nationale. Derrière Toussaint-Louverture qui s'impose comme le premier héros de la révolution haïtienne, les masses sont les principaux protagonistes.

A la même époque, le Guadeloupéen Oruno Lara, militant politique et typographe de métier, entreprend d'écrire, dit-il, l'histoire "de l'homme noir à côté de l'homme blanc".¹⁰ Un peu partout dans le monde occidental, la revendication des humbles et des masses est la première forme que prend l'histoire sociale entre les deux Guerres mondiales (alors qu'on assiste concrètement à leur mobilisation par des mouvements souvent totalitaires (de droite et de gauche).

La décolonisation de l'histoire

L'Entre-deux-guerres a vu également l'orée des mouvements anti-colonialistes. L'Après-guerre voit la fin des empires coloniaux européens en Afrique et en Asie. Ceci va changer les prémisses des historiens: de postulat, la colonisation devient un processus passé à étudier. En France comme ailleurs, un consensus implicitement critique à l'égard du fait colonial remplace son acceptation tacite comme un fait de nature ou de culture.

Une distanciation consciente à l'égard de la colonisation permet de comprendre celle-ci comme un phénomène appartenant à une culture et époque déterminées; il est désormais possible d'étudier les formes de société que la colonisation, en particulier française, a instaurées, et de re-

10 Son livre *La Guadeloupe dans l'histoire* (1929) sera réédité en 1979.

chercher en quoi leur situation de colonies françaises a affecté le développement de certaines sociétés.¹¹

Mais dans un premier temps, la décolonisation est un enjeu idéologique, un combat politique et souvent militaire. Une génération d'intellectuels antillais s'engage dans ce combat anti-colonial, dès ses premières manifestations dans les années 1930. Parmi eux, le poète Aimé Césaire qui a été, en 1946, l'artisan de la loi de départementalisation. L'indépendance des colonies africaines et la départementalisation des "vieilles colonies" sont pour Césaire deux façons de rompre avec la colonisation.

Dans ce combat, l'histoire antillaise est appelée à la rescousse, en particulier la révolution qui a conduit à l'indépendance d'Haïti. Dans *The Black Jacobins* (1938), la révolution haïtienne est un maillon dans un processus révolutionnaire mondial. L'auteur en est le Trinidadien C.L.R. James, un des premiers penseurs et organisateurs du mouvement pan-africain, en tant que militant trotskiste internationaliste. Le livre est aujourd'hui dépassé sur le plan de la recherche; mais il faut restituer les horizons absolument nouveaux qu'il a ouverts au moment de sa parution. James est le premier à imposer la révolution haïtienne au rang des grandes révolutions, entre celles de la France et du Mexique, et à discuter l'importance qu'y ont revêtu les facteurs de race et de classe. Dans *Toussaint-Louverture et la Révolution française* (1960), d'Aimé Césaire, la révolution haïtienne préfigure également l'indépendance des autres peuples colonisés au 20^e siècle.¹²

Plus largement, le combat anti-colonial invite à "décoloniser l'histoire": le passé antillais doit quitter sa situation d'appendice Outre-mer de l'histoire de France pour devenir une histoire à part entière. La génération suivante d'historiens ne va pas suivre à la lettre ce programme de l'histoire engagée; en particulier l'histoire révolutionnaire sera pratiquement laissée de côté. Mais tous sont redevables au *Zeitgeist* de la décolonisation: il a mis en évidence le postulat colonialiste sur lequel l'écriture de l'histoire avait reposé jusque là, et il a encouragé les historiens à centrer désormais leurs perspectives sur les Iles.

¹¹ Evolution qui se reflète dans l'histoire de la *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, et dans l'apparition récente d'*Ultramarines* autour du centre des Archives d'Outre-mer et de l'université d'Aix-en-Provence.

¹² Dans une veine proche de James et Césaire, Henri Bangou a interprété plus récemment la Révolution comme un jalon dans l'essor du mouvement de la négritude au 20^e siècle dans *La Révolution et l'esclavage à la Guadeloupe*, Paris, 1989.

Au-delà des frontières nationales et coloniales

La notion de capitalisme a été aussi importante que celle de masses dans les débuts de l'histoire économique et sociale. Pour appréhender quelque chose d'aussi vaste, il a fallu lever quelques frontières nationales. Changement dans la façon d'écrire l'histoire qui concerne les Antilles: *Capitalism and Slavery* (1944) se situe dans cette perspective macro-économique. L'historien trinidadien Eric Williams interprète la place unique des Antilles coloniales dans le monde dans le contexte de la genèse du capitalisme. Dans une thèse brillante, il lie le sort des esclaves africains, la compétition économique entre métropoles et l'essor des cultures d'exportation.¹³

Le livre de Williams devient fameux dans les années 1960, alors que le statut politique de presque toutes les îles antillaises est réaménagé. Les Antilles britanniques deviennent indépendantes et constituent (de façon éphémère) une fédération. Un peu partout les intellectuels antillais ressuscitent le projet élaboré au 19^e siècle d'une fédération d'îles comme alternative au régime colonial.¹⁴ Dans ce contexte, s'élabore la critique d'un passé antillais démembré entre quatre histoires coloniales, et la volonté de l'appréhender comme un tout.

Le projet d'une histoire générale des Antilles n'a pas abouti, en dépit des intentions: tant il est vrai qu'une bonne histoire régionale ne peut se faire sans qu'il y ait eu d'abord suffisamment d'études détaillées, sauf à en rester à l'étape de l'histoire engagée.¹⁵ Mais les conséquences générales du décloisonnement des perspectives n'en sont pas moins palpables, et elles intéressent les Antilles au premier chef.

L'histoire économique concernant l'Europe mais aussi l'Amérique et l'Afrique a bel et bien dépassé le cadre strictement national pour montrer la formation du capitalisme marchand et le rôle du négoce colonial. Son acquis le plus important pour la connaissance des 17^e et 18^e siècles réside dans l'étude de la traite atlantique d'esclaves africains qui a affec-

13 *Azúcar y población en las Antillas* (1928) du Cubain Ramiro Guerra offre une même analyse macro-économique de l'économie coloniale.

14 L'idée avait pris corps parmi les penseurs des Grandes Antilles Martí (Cuba), Betancès (Porto Rico) et Firmin (Haïti).

15 Williams, Eric: *From Columbus to Castro* (1970) est insuffisant sur les Antilles françaises. Le défi d'une histoire générale des Antilles accordant un traitement équilibré à ses différentes parties n'a jamais été relevé de façon satisfaisante; d'où le chantier en cours d'une *Unesco General History of the Caribbean*.

té alors les Antilles plus qu'aucune autre région des Amériques.¹⁶ De telles perspectives ont mis en évidence le temps des Antilles françaises où leur production a été la plus signifiante dans l'économie occidentale, le temps où elles ont dépendu le plus fortement de l'organisation commerciale du monde atlantique.

Gabriel Debien et les études antillaises

Autour de 1960, les conditions sont en somme réunies pour que s'édifie une nouvelle assise à connaissance historique des Antilles françaises. Viennent des années exceptionnellement fécondes qui font émerger véritablement le passé des Iles.¹⁷ Le pionnier de l'histoire sociale des Antilles françaises a été Gabriel Debien.

L'homme appartient à une nouvelle génération d'historien: on serait bien en peine de trouver une ligne justifiant la colonisation, sur les milliers de pages qu'il a écrit. C'est la connaissance des sociétés coloniales qui l'intéresse, pas leur exaltation ou leur répudiation; il a pris sur ce point la distance critique qui s'impose à l'historien. En même temps, le parcours de Debien illustre la façon dont l'histoire maritime et coloniale a redéfini, sans rupture mais progressivement, son objet de recherche.

Dans les années 1950 plusieurs oeuvres majeures révèlent des horizons amples aux recherches de Debien sur les sociétés coloniales: *Les engagés pour les Iles* (1951), *Les colons de Saint-Domingue et la Révolution: Le club Massiac* (1953), *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint-Domingue au XVIIIe siècle* (1954). Debien campe l'époque des rapines, des cargaisons hétéroclites et des flibustiers passant d'île en île en quête de situation rentable. Il s'intéresse à la main d'oeuvre immigrante grâce à laquelle a démarré la "production de marchandises" propre à alimenter le commerce atlantique, et dont les ports français ont fait un commerce au 17e siècle. Il met en évidence ce que nous appelons aujourd'hui

¹⁶ Voir *The Atlantic slave Trade* (1969) du Nord-Américain Philip Curtin; le numéro de la RFHOM, "La traite des noirs par l'Atlantique", t. LXII, 2e trimestre 1975; Mettas, Jean: *Répertoire des expéditions négrières françaises au XVIIIe siècle*, Serge et Michelle Daget éd., 1978-1984. Voir également le dépouillement périodique de la bibliographie sur la traite par Joseph C. Miller (University of Virginia). Les études sur la traite française sont représentées par les noms de Gaston-Martin, Ly Abdoulaye, Serge Daget, Pierre Boule, Jean-Louis Deveau, Patrick Villiers, Eric Saugéra.

¹⁷ Ceci n'est pas sans rapport avec l'extraordinaire floraison de travaux historiques alors en France, vers laquelle la Guadeloupe et la Martinique sont très tournées intellectuellement.

la "culture" des grands et petits blancs au 18^e siècle (on appelle ainsi les colons créoles, par opposition aux immigrants blancs récemment arrivés aux Iles), leur "esprit colon" fait d'insubordination politique et de peur raciale; de cet esprit il voit l'ultime et dramatique expression dans les débuts de la Révolution à Saint-Domingue et le *lobby* esclavagiste qui s'organise auprès des assemblées nationales pour contrecarrer le mouvement en faveur des droits politiques et civils des libres de couleur et des esclaves.

Mais dès les années 1940, l'historien, qui est originaire de l'Ouest de la France, commence à identifier les "papiers de plantations" qui gisaient, oubliés, dans les collections privées de cette région. Et en définitive, c'est à eux qu'il revient pour en entreprendre l'exploitation systématique. Le thème central en est la bonne marche des cultures ou les obstacles rencontrés et, comme dans toute entreprise, les aspects humains de la gestion de la plantation, en l'occurrence la question des esclaves. Quelle bonne fortune! Car Debien va reconstituer minutieusement, au fil des papiers rencontrés, le fonctionnement de cette cellule économique et sociale, son encadrement petit-blanc et de couleur, et surtout la condition des esclaves sur laquelle on savait si peu jusque là. Debien note tout. Le résultat tient en des centaines d'articles et d'opuscules, ainsi qu'une publication de synthèse *Les esclaves aux Antilles françaises* (1974).¹⁸

La connaissance des Antilles élaborée par Debien reflète la richesse de sa documentation et ses limites. Intuitions et notations abondent: sur les clivages culturels et les oppositions de classe, sur les différences profondes entre la vie des sucreries et des caféières. Mais le tableau demeure en mille fragments, sans interprétation d'ensemble. Et il s'agit surtout de Saint-Domingue au 18^e siècle, ainsi que de la sphère des plantations. La Martinique et la Guadeloupe, la période précédant 1740, le monde de la mer et du négoce en général, se trouvent relégués à l'arrière-plan. En somme, les réserves qu'on peut émettre sur l'oeuvre de Gabriel Debien ne sont que la contre-partie du fait qu'on a affaire à une contribution majeure. L'historien a dressé un inventaire des questions, ouvert des pistes, apporté des connaissances. De façon décisive, son oeuvre a orienté la re-

18 Il n'existe pas de bibliographie exhaustive des travaux de Gabriel Debien. Certaines sont répertoriées dans le cadre des "Notes d'histoire coloniale". La collection la plus complète se trouve à la bibliothèque du Centre des Archives d'Outre-mer, à Aix-en-Provence. Il est vivement à souhaiter qu'ils soient rassemblés sous forme de volume.

cherche pour les décennies qui ont suivi, tout particulièrement s'agissant des esclaves travaillant sur les plantations.

L'essor de l'histoire sociale et de la démographie

La recherche antillaise se développe dans plusieurs directions, dont l'étude des populations et migrations. Evolution qui est liée à l'essor, dans le même temps, de la démographie historique française. D'abord, on identifie les courants de peuplement blanc de la France vers les Iles. Jacques Petitjean-Roget établit l'origine des premiers colons partis pour la Martinique (1955). En recensant les départs par les ports de Bordeaux et Bayonne dans les années 1970, Jean-Pierre Poussou et Lucie Bourrachot montrent le drainage humain qui s'effectue au 18^e siècle vers les Iles de tout le bassin aquitain.¹⁹

A partir des registres paroissiaux sur lesquels sont consignés les seuls individus libres, d'autres historiens reconstituent l'histoire de la minorité blanche antillaise: Jacques Houdaille (dont les travaux paraissent dans la revue *Population*) pour Saint-Domingue au 18^e siècle, l'Abbé David pour la Martinique du 19^e siècle, avec des études approfondies des quartiers du Carbet (1973) et de Rivière Pilote (1977). Liliane Chauveau offre un premier survol de *La société à la Martinique au XVII^e siècle* (1966); elle reviendra ultérieurement à la démographie avec un travail sur Case-Pilote, le Prêcheur et Basse-Pointe au 17^e siècle (1990).

La même approche démographique permet à Léo Elisabeth en Martinique, et à René Abénon en Guadeloupe, de mettre en évidence la croissance des libres de couleur et la façon dont ce groupe se structure. Dans *Neither Slave nor Free* (1972), Léo Elisabeth situe les libres des Iles françaises par rapport aux autres Antilles. Avec "Les gens de couleur libres du Fort-Royal" (1971), d'Emile Hayot, nous suivons le développement sur deux siècles et demi d'une communauté de libres urbaine, dynamique et organisée, élément durable de la société martiniquaise.

Dans l'histoire sociale du monde occidental, le thème des révoltes populaires est alors à l'honneur: les Antilles ne sont pas en reste. *Les révoltes blanches à Saint-Domingue aux XVII^e ET XVIII^e siècles* (1975),

¹⁹ Dans une série d'articles publiées dans diverses revues de sociétés savantes du Sud-Ouest de la France.

de Charles Frostin, lie de façon très nouvelle milieu social, situation économique et idéologies politiques populaires pour éclairer les comportements d'insubordination des immigrants blancs vis à vis de l'autorité royale. C'est le même milieu "petit-blanc", turbulent et prompt à défier la puissance royale, que Jacques Petitjean Roget, Martiniquais d'adoption, met en scène dans *Le Gaoulé: La révolte de la Martinique en 1717* (1966).

Une forme de résistance populaire est le marronage des esclaves, que Gabriel Debien a, le premier, cerné. Le phénomène fait l'objet d'un riche *Essai sur la désertion de l'esclave antillais* (1961-1962) sous la plume d'Yvan Debbasch. Dans *Les marrons du syllabaire* (1952, *Les marrons de la liberté*, 1972) l'historien haïtien Jean Fouchard s'appuie sur les annonces de désertion et captures insérées dans la presse dominicoise de la fin de l'Ancien régime; il pose une croissance du marronage jusqu'à l'insurrection de la région du Cap en août 1791 qui le conduit à voir dans les marrons les précurseurs de la Révolution haïtienne.²⁰ Entre-temps, les relations entre diverses formes de marronage et le processus révolutionnaire ont été débattues par l'homme politique et politologue haïtien Leslie Manigat dans un contexte comparatif régional (1976).

L'attention que suscite le marronage participe d'une évolution générale des études sur les esclaves: après l'examen des diverses législations coloniales qui ont codifié leur régime, on s'achemine vers la reconstitution de leurs conditions de vie. Novateur en son temps, le livre d'Elsa Goveia *Slave Society in the British Leeward Islands* (1965) représente un moyen terme entre l'approche juridique et sociale des esclaves antillais au 18e siècle. Avec *Slave Society in Cuba* (1970) de Frank Knight, l'histoire sociale l'a définitivement emporté. Est alors battue en brèche l'interprétation de la condition esclave que le Nord-Américain Frank Tannenbaum avait tirée, autour de 1940, d'une comparaison entre les différentes législations coloniales.

Le même tournant est perceptible dans les travaux sur les esclaves des Antilles françaises. L'oeuvre d'Antoine Gisler (1965) illustre encore

20 Les études sur les esclaves à Haïti participent d'autre part d'un développement de l'ethnologie et de la géographie: voir Bastien, Rémy: *La familia rural haitiana: Valle de Marbial*, Mexico, 1951; Métraux, Alfred: *Le Vaudou haïtien*, Paris, 1958; Paul, E. C.: *Panorama du folklore haïtien*, 1962. Citons également pour les Petites Antilles françaises, Revert, Eugène: *De quelques aspects du folklore de la Martinique*, Paris, 1951; Leiris, Michel: *Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe*, Paris, 1955.

l'approche juridique. Mais déjà le juriste Debbasch, cité plus haut, se pose la question des valeurs codifiées dans les catégories juridiques: dans "Opinion et droit" sur le crime d'empoisonnement dont les esclaves sont souvent accusés (1963); dans "Couleur et liberté" sur la façon dont la couleur de la peau structure la hiérarchie à l'intérieur d'une société esclavagiste" (1967).

Le versant économique de la plantation n'est pas oublié pour autant. Françoise Thésée documente le réseau des producteurs sucriers dominicains attirés d'une maison de commerce bordelaise dans les années 1780 (1972). *Les sucreries de la Guadeloupe dans la seconde moitié du XVIIIe siècle (1760-1790)*, de Christian Schnackenburg, montre tout le parti qu'on peut tirer des fonds notariés (1971). S'appuyant sur des sources anglaises, "L'essor économique de la Guadeloupe sous l'administration britannique", du même Schnackenburg (1971), mesure le changement introduit par le régime commercial anglais entre 1759 et 1763 (dans des conditions similaires à la Havane). On doit enfin à ce chercheur une compilation bien utile de données statistiques sur l'économie de plantation en Guadeloupe et en Martinique (1977).

A travers les publications que nous venons de mentionner, la plantation s'impose comme l'unité d'observation, le cadre d'intelligence des Iles dans les décennies 1960-70. La notion d'une *plantation economy and society* nous vient des géographes et des sociologues anglo-saxons. Comme l'hacienda mexicaine de François Chevalier, la plantation est vue comme une "cultural sphere", le creuset de sociétés antillaises, au-delà de sa fonction économique. Dans cette optique, l'historienne nord-américaine Gwendolyn Hall compare Saint-Domingue et Cuba dans *Social Control in Slave Plantation Societies* (1971).

Un autre problématique: L'économie politique des sociétés émancipées

Quelle n'est pas notre surprise, lorsque nous nous retournons sur les travaux publiés dans les années 1960-70, de reconnaître une problématique de recherche qui émerge alors avec force dans les îles mêmes. Dans des cahiers et brochures à faible tirage (parfois difficilement trouvables aujourd'hui) René Achéen et Edouard de Lépine en Martinique, Max Chartol, Alain Buffon et Josette Fallope en Guadeloupe, Jacques Adé-

laïde, défrichent pour la première fois en historiens deux aspects de l'économie politique de la Martinique et de la Guadeloupe après l'abolition de l'esclavage (1848): comment s'est mise en pratique dans une société obsessivement divisée par la "couleur", la notion de citoyens composant des forces politiques sur la base de leurs opinions individuelles? comment le marasme grandissant de l'industrie sucrière a fomenté des revendications sociales et des conflits violents avec les blancs créoles. Un aperçu des préoccupations de toute une nouvelle génération apparaît dans les articles de l'*Encyclopédie antillaise* (1973), publiée à Pointe-à-Pitre. Henri Bangou, qui se penche sur le leader socialiste guadeloupéen Légitimus, et Cécile Selma, qui dresse un état des connaissances sur l'Entre-deux-guerres dans les deux îles, abordent l'histoire contemporaine.²¹

21 Dans son *Histoire de la Guadeloupe* (1962) puis dans *La Guadeloupe de 1939 à nos jours* (1970), Henri Bangou offre par ailleurs une lecture essentiellement politique du passé.